

l'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Jeudi 9 Avril 2009

Politique

Le Grand Paris ne passe pas chez les maires

Région . Les 13es assises de l'Association des maires d'Île-de-France ont été marquées par l'inquiétude devant les projets de réformes de Sarkozy.

Il est urgent d'attendre... le 29 avril ! Tel semblait être, en ce premier jour des 13es assises de l'AMIF, mardi 7 avril au parc floral de Vincennes, le message des membres du gouvernement présents à propos du projet de Grand Paris de Nicolas Sarkozy. C'est ce jour-là que le président de la République dévoilera son projet pour la région capitale. Question de préséance donc. Mais ce n'était pas la seule raison, loin s'en faut, qui explique, sur cette question, la prudence des propos, leur caractère par trop général.

Alliot-Marie veut rassurer

Le fait qu'une majorité de plus de 62 % des maires franciliens exprime, dans un récent sondage, sa désapprobation du Grand Paris y est, à n'en pas douter, pour quelque chose. Lors de l'inauguration, Claude Pernès, maire (Nouveau Centre) de Rosny-sous-Bois, président de l'AMIF, tout en souhaitant des rapprochements entre « les projets de la région et ceux du gouvernement », a laissé transparaître sa volonté de « tordre le coup à cette idée du Grand Paris » qui entend supprimer les départements de la petite couronne (92, 93 et 94) et créer une seule collectivité avec Paris.

Intervenant au nom du gouvernement, Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur et des

Collectivités territoriales, s'est voulue prudente : « Mieux travailler ensemble, c'est réinventer les modes de coopération entre collectivités, communes, régions et départements ». « Certains évoquent une communauté urbaine englobant Paris, d'autres une collectivité réunissant intercommunalité et département, d'autres préfèrent des modes de coopération plus souples... ces propositions sont ouvertes au débat. » Les décisions ne seraient-elles pas déjà arrêtées par Nicolas Sarkozy (! !). Pour Pierre Mansat, adjoint au maire (PCF) de Paris qui, aux côtés de Bertrand Delanoë maire (PS) de la capitale, fut à l'origine du syndicat Paris Métropole : « Il ne faut pas simplifier la complexité, tous les problèmes, transports, logements, développement économique... doivent trouver leurs solutions aux échelles pertinentes, ce qui demande coopération et consensus entre les collectivités. »

Rencontre avec Sarkozy le 29 avril

Jean-Paul Huchon président (PS) du conseil régional a rappelé : « Il n'y a pas de solutions miracles, le seul schéma d'aménagement existant est le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) voté depuis septembre 2007 par une majorité élargie du conseil régional. » Devant le refus de l'État de l'officialiser, il annonce, sur la question des

transports, la décision de la région d'investir seule 18 milliards d'euros pour répondre aux besoins des usagers. L'atelier sur le Grand Paris fit salle comble. Chacun attendait des révélations de Christian Blanc, secrétaire d'État chargé par le président de plancher sur le sujet. Refusant les polémiques de projets, Christian Blanc affirme vouloir « identifier et développer les potentialités de l'Île-de-France pour la maintenir au niveau des métropoles monde » et « rattraper l'immense retard en matière de transport ». Au-delà de ces grandes orientations, les élus devront attendre le 29 avril pour en savoir plus ! Seule information : « Nicolas Sarkozy recevra les grands élus franciliens avant sa déclaration aux Français. » Pour Mireille Ferri, vice-présidente (Verts) de la région, « ces élaborations en chambre, cela ne se fait plus, nous avons changé d'époque » et de rappeler que le SDRIF, construit pendant quatre ans dans un large débat « avec tous les élus d'Île-de-France et avec l'État, jusqu'à l'arrivée de Christian Blanc en avril 2008 », répond à un triple défi « développement économique, lutte contre les inégalités sociales et territoriales, enjeux environnementaux ». Le débat n'est pas clos d'ici... le 29 avril et après.

Max Staat